

L'Afrique noire dans le monde

Pierre Genevey

Volume 1, Number 4, 1970

L'Afrique noire : nouveau partenaire international

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700055ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700055ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Genevey, P. (1970). L'Afrique noire dans le monde. *Études internationales*, 1(4), 4–11. <https://doi.org/10.7202/700055ar>

Pierre GENEVEY

L'AFRIQUE NOIRE DANS LE MONDE

L'Afrique noire, entre le Sahara et le Zambèze, est une sorte de sous-continent assez isolé. Ses relations avec le monde non africain sont plus développées qu'avec l'Afrique méditerranéenne — dont elle est séparée à la fois par le désert et par la différence des races — et l'Afrique du Sud, en raison du régime politique de celle-ci.

Cette Afrique noire, a-t-on le droit de la considérer comme une entité ? On pourrait en douter, à en juger par son fractionnement politique en une trentaine d'États, par un fractionnement tribal encore plus poussé, par la multiplicité des langues vernaculaires, par la différence des degrés de développement, par la diversité des influences occidentales qui se sont exercées sur ces populations pendant la période coloniale.

Cependant, à beaucoup d'égards, elle forme un tout.

Jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle, elle a vécu isolée, en marge du reste du monde, puis elle a connu pendant un siècle la colonisation des puissances européennes occidentales. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres continents, cette ère coloniale n'a pas laissé d'apport de population étrangère. Aujourd'hui, indépendante, prenant conscience de sa personnalité, elle émerge dans le monde.

Ce qui frappe le plus, c'est la rapidité de cette évolution. Dans le domaine qui nous occupe, celui des relations internationales, quatre générations auront suffi pour que l'Afrique noire passe de l'état d'*inexistence* à l'état d'*objet*, et enfin à l'état de *sujet*.

Le vide laissé par le retrait des puissances coloniales allait-il ouvrir l'Afrique aux luttes d'influence des grandes puissances ? On va voir dans quelle mesure elle a réussi à écarter ce risque, en passant en revue ses relations avec le monde non africain.

Pierre GENEVEY est administrateur du Centre d'études de politique étrangère de Paris.

L'Afrique noire et l'URSS

Deux périodes sont à distinguer dans les rapports de l'U.R.S.S. avec les pays d'Afrique noire après la dernière guerre.

La première fut marquée par un essai d'implantation de régimes communistes inféodés à Moscou dans les pays africains où les chances paraissaient les meilleures. À cette époque, les régimes spontanément venus au pouvoir en Guinée, au Ghana, au Mali, au Congo-Kinshasa au temps de Lumumba, semblaient prêts à tomber dans l'orbite de Moscou. L'U.R.S.S. noua aussitôt des rapports étroits avec ces gouvernements, leur offrant une aide économique substantielle, et y implantant des missions qui n'étaient en réalité que des pépinières d'agitation. En même temps, à partir de ces territoires devenus foyers d'insurrection, elle s'employait à provoquer et à maintenir une agitation révolutionnaire dans les pays limitrophes réputés réactionnaires. C'est ainsi que furent fomentés des troubles en Côte d'Ivoire, au Cameroun.

L'échec de cette première politique africaine de l'U.R.S.S. tient à plusieurs causes.

Et d'abord à une forte résistance interne des Africains. Non que l'Afrique noire soit opposée à toute forme de socialisme. Il n'y a pas de capitalisme africain, pas de classe marchande, pas d'aristocratie foncière. Le sol est un bien collectif. N'étaient-ce pas des conditions favorables à l'implantation d'un régime communiste ? Mais, d'une part, l'Afrique rejette le matérialisme et l'athéisme marxistes ; d'autre part, si elle doit se rallier à un socialisme, elle entend que ce soit à un socialisme africain, et ne tolère ni inféodation ni subordination à quelque puissance étrangère que ce soit.

À cette résistance spontanée s'ajoutait, chez les États qualifiés de réactionnaires et menacés par les menées subversives dirigées par Moscou, une réaction de défense des gouvernements qui, pour se protéger, instituèrent un cordon sanitaire.

En face de résultats décevants, l'aide économique que l'U.R.S.S. avait généreusement allouée à ses clients lui parut bientôt d'un poids excessif.

Enfin, la Chine qui, à Bandoeng, s'était posée en champion des peuples de couleur en excluant l'U.R.S.S., ne manqua pas de dénoncer celle-ci comme une nouvelle puissance coloniale dont la collusion avec l'Occident était d'ailleurs évidente depuis sa politique de coexistence pacifique. Si donc une semence révolutionnaire devait être apportée en Afrique, ce ne pouvait être par l'U.R.S.S., mais par la Chine. L'U.R.S.S. s'était, quant à elle, déjà rangée dans les rangs des conservateurs.

Aux environs de 1964, l'U.R.S.S., constatant son échec, changea de tactique. Elle cessa d'être révolutionnaire, elle voulut être rassurante. Au lieu de se limiter à certains secteurs de pénétration, elle entendit être présente partout. Dans cette conversion, elle fut aidée par la politique de la France à son égard, qui contribua à lever certaines suspensions. Elle le fut encore davantage par son accession au rang de superpuissance mondiale, à son prestige d'exploratrice de l'espace, dont les exploits sont diffusés jusque dans la brousse. En fait, la politique soviétique en Afrique n'est plus une politique révolutionnaire : c'est aujourd'hui une politique de grande puissance. Elle a établi des relations diplomatiques avec de nombreux

pays qui, jusque-là, s'y étaient refusés. Ses ambassades ont changé de caractère, sinon de volume : de 50 à 60 agents à Dakar ; plus d'une quarantaine à Lomé, dans un Togo qui n'a que des relations très réduites avec Moscou. Mais ces missions débordent d'activité. Elles établissent des contacts avec toutes les couches de la population ; elles se déplacent, elles se montrent, elles s'informent. Par elles, l'U.R.S.S. s'intéresse à l'exploitation des ressources naturelles, à la prospection minière. Ses échanges commerciaux avec les pays africains sont assez réduits. Mais elle porte un effort certain sur les relations culturelles, offrant largement des bourses d'études à l'université Lumumba de Moscou — exemple suivi par d'autres pays communistes, comme la Tchécoslovaquie, dont l'Université du 17 novembre, à Prague, accueille aussi des étudiants africains.

Ce faisant, l'U.R.S.S. se montre respectueuse des régimes établis. Dans la guerre civile du Nigeria, c'est au gouvernement fédéral qu'elle a apporté son aide. Elle se garde, par ailleurs, de contrecarrer l'action des gouvernements français et anglais : mais, au cas où les Européens laisseraient leur place vacante en Afrique, nul doute que l'U.R.S.S. veillerait à ne pas laisser cette place libre aux États-Unis.

Il faut reconnaître que, faisant suite à la politique d'agitation, cette politique de présence a reçu un meilleur accueil de la part des États africains.

L'Afrique noire et la Chine

Comme l'U.R.S.S., la Chine, dans les années cinquante, a entrepris une vaste tentative de pénétration en Afrique. Comme l'U.R.S.S., elle a subi des échecs cuisants. Comme l'U.R.S.S., elle a tiré la leçon de ces échecs et modifié sa tactique première.

Après Bandoeng, elle ouvre des ambassades, envoie des missions culturelles et commerciales, s'intéressant particulièrement à l'Afrique orientale : Zanzibar, Kenya, Tanganyika, mais aussi à la Guinée, au Mali, au Congo-Brazzaville. En même temps, elle apporte son aide à tous les mouvements de subversion, elle arme et entraîne à la guérilla les bandes de partisans. En 1964, Chou En-lai accomplit une tournée de grande envergure auprès des États africains, parlant aux uns de développement et de paix, aux autres d'action révolutionnaire. À son retour, il déclare que les perspectives révolutionnaires sont excellentes en Afrique.

Radio-Pékin inonde l'Afrique de ses émissions en anglais, en français, en portugais, mais aussi dans les langues locales. Des experts chinois viennent enseigner la culture du riz, installent des ateliers et des usines. Par leur mode de vie, simple et rustique, par leur affabilité coutumière, ils font une forte impression sur les populations. Ils ne se mêlent pas à elles, mais ils sont plus proches d'elles que les experts occidentaux qui mènent dans les meilleurs hôtels leur existence d'étrangers.

Mais l'Afrique oppose une résistance imprévue. « Nous ne voulons de domination ni par l'idéologie, ni par la force, de quelque source qu'elle puisse venir », avait dit à Bandoeng le ministre des Affaires étrangères indonésien. Telle semble aussi en Afrique noire la réaction des populations et des gouvernements. Certains rompent les relations diplomatiques avec Pékin. Ailleurs, les missions culturelles

et commerciales sont refoulées. La Chine ne réussit pas à réunir à Alger en 1965 une nouvelle conférence afro-asiatique qui lui aurait donné en Afrique une position dominante.

Aussi, à partir de 1965, la Chine change-t-elle de tactique. Au lieu d'exciter la subversion et d'essayer de porter au pouvoir ceux qu'elle espérait utiliser dans la lutte mondiale du maoïsme, elle ne s'adresse plus qu'aux gouvernements en place ; elle les respecte : elle désire s'entendre avec eux. Elle n'a pas renoncé à exercer en Afrique une influence grandissante mais, pour cela, elle renonce provisoirement à la propagande révolutionnaire pour des réalisations matérielles : ici un complexe textile, là un chantier naval, ailleurs des routes ou des installations hydrauliques.

Le programme le plus ambitieux est à coup sûr celui d'une voie ferrée reliant Lusaka à Dar es-Salam. Ce chemin de fer — le Tanzam — doit couvrir 1,600 kms dans un terrain montagneux et difficile. Actuellement, la Zambie a bien deux débouchés maritimes par voie ferrée sur l'Atlantique, Lobito, en Angola ; sur le canal de Mozambique, Beira, que l'on atteint par Salisbury. Mais l'Angola est en guerre, et la Zambie du président Kaunda entend s'abstenir de toute relation avec le gouvernement *apartheid* de Rhodésie. Pour commercialiser son cuivre, qui représente 95% de ses exportations, le gouvernement de Lusaka avait formé le projet d'une voie ferrée débouchant en Tanzanie. Les chefs des deux États, Kaunda et Nyerere, avaient sollicité l'aide financière de la Banque mondiale, des organismes internationaux pour le développement, des gouvernements anglais et américain. L'étude économique avait abouti à une conclusion négative. C'est alors que la Chine entra en ligne. Le 15 novembre 1967, elle accordait un crédit de 300 millions de dollars remboursable en 25 ans, et se chargeait d'exécuter tous les travaux avec sa propre main-d'œuvre. Auparavant, les chefs d'États africains avaient nettement indiqué à Chou En-lai qu'ils ne souffriraient aucune subversion dans leur pays. L'enjeu politique est évident : le Tanzam une fois achevé, un rideau de fer descendra entre l'Afrique centrale et l'Afrique australe et une voie de pénétration économique sera ouverte à la Chine.

Le travail est commencé. Plus de 1,000 techniciens chinois sont venus piqueter le tracé de la ligne. Des doutes subsistent pourtant sur la réussite d'un projet aussi ambitieux.

Ce qui est sûr, c'est que les chemins suivis par la Chine et par l'U. R. S. S., après leurs premiers échecs, montrent un certain parallélisme. Au moins provisoirement, les deux puissances ont renoncé à l'action révolutionnaire. Elles jouent franc jeu avec les régimes au pouvoir. C'est en inspirant confiance, et non en semant la crainte et le désordre, qu'elles veulent s'introduire en Afrique noire. Mais la tactique de l'U. R. S. S. est d'être présente partout, alors que la Chine a choisi un petit nombre de points particulièrement favorables pour y accomplir des réalisations spectaculaires.

L'Afrique noire et le monde occidental

L'Afrique noire a été pendant plus de cent ans le domaine exclusif de l'Europe occidentale. En 1885, au Congrès de Berlin, le partage de l'Afrique fut l'œuvre du

Royaume-Uni, de la France, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal.

Il est évident que chaque colonisateur a imprimé à ses territoires une marque différente. Ces marques subsistent. Elles différencient encore visiblement, par exemple, les anciennes colonies anglaises et françaises : mais ces différences sont d'un poids relativement faible par rapport au phénomène commun que représente la décolonisation.

L'indépendance politique aurait pu conduire à une sorte de rejet des anciennes métropoles allant jusqu'à une rupture de leurs liens avec leurs anciennes colonies. Il n'en a rien été.

Les *relations culturelles* sont au contraire devenues plus étroites. C'est la suite normale de la diffusion de l'enseignement et de l'usage obligé de la langue européenne de rattachement. La francophonie ou l'anglophonie, suivant les cas, ne font que se développer dans les pays africains à mesure que se développe le degré d'instruction, car ce sont les seuls véhicules possibles pour l'acquisition des connaissances et pour le développement.

Les *relations économiques* portent, elles aussi, la marque de la période coloniale. Les courants commerciaux de l'Afrique noire continuent d'être orientés sur l'Angleterre et la France, et les statistiques montrent que le volume des échanges avec l'une ou l'autre des anciennes métropoles représente plus de 10 fois les échanges avec la Chine ou l'U.R.S.S.

**Commerce avec l'Afrique noire (francophone et anglophone)
en millions de dollars**

	Royaume-Uni	France	U.R.S.S.	Chine	
Exportations	717	794	64	79	(Exportations sur l'Afrique)
Importations	933	819	52	33	(Importations en provenance de l'Afrique)

Statistiques de 1966 et 1967

Mais ce n'est pas tout. L'économie de ces pays en voie de développement est étroitement liée à l'*aide économique* qu'ils reçoivent des pays industriels. En fait, tous les pays y participent : mais, là aussi, ce sont les anciennes métropoles qui fournissent l'aide la plus importante.

Cette aide est généralement bilatérale. Il faut cependant mentionner l'organisation d'une aide économique multilatérale dans le cadre de la Communauté Économique Européenne. Dès 1957, lors de la signature du Traité de Rome, l'association des États africains francophones à l'Europe des Six avait été prévue. Les conditions de cette association furent précisées par la Convention de Yaoundé le 20 juillet 1963.

On reproche souvent à l'économie africaine de n'être que le prolongement d'une économie coloniale. Que faut-il en penser ?

Dans un pays en voie de développement, l'intervention de pays industriels étrangers est nécessaire pour permettre un démarrage de l'économie, mais le plus souvent ce démarrage économique est axé sur les besoins de l'étranger. C'est ainsi que l'économie de certains pays, comme Cuba et les Antilles, s'est spécialisée en fonction de marchés extérieurs. Le moindre changement dans les courants commerciaux ruine de telles économies.

Or, l'économie de l'Afrique noire, telle qu'elle s'est développée sur la lancée de l'époque coloniale, vise encore essentiellement à satisfaire les besoins de l'Europe occidentale. Sait-on que 10% seulement du commerce extérieur des pays africains est interafricain ? L'Afrique, mise en valeur en fonction de l'Europe, le demeure encore aujourd'hui. Le problème, pour l'Afrique, est maintenant de répondre aux besoins internes d'une population dont le niveau de vie va s'élever. L'économie africaine doit se reconvertir en vue de l'établissement d'un grand marché régional proprement africain.

Le problème, d'ailleurs, dépasse le cadre de l'économie. Il ne suffit pas d'avoir acquis l'indépendance, il faut la pratiquer. Les élites africaines sauront-elles se consacrer à la promotion de leurs pays, ou suivront-elles l'exemple donné par Haïti, le Liban, l'Égypte, l'Inde, le Pakistan, où les cerveaux émigrent dans les pays développés, sans esprit de retour ? Il est de la responsabilité des anciennes puissances coloniales d'arrêter cette évasion et d'aider les élites africaines à axer sur l'Afrique leur effort de développement.

Ces réflexions ne valent pas seulement pour les puissances européennes : elles valent aussi pour les États américains, dont le rôle en Afrique est en tous points comparable à celui des anciennes métropoles européennes, mais qui ne sont pas prêts à accroître le poids de leur intervention en Afrique tant que l'Europe y tient une place privilégiée.

L'Afrique noire et le non-alignement

Un trait commun à tous les États de l'Afrique noire est leur méfiance à l'égard des blocs qui tendent à se partager le monde, et le refus d'adhérer à l'un ou à l'autre de ces blocs. Ce non-alignement se traduit dans leur politique intérieure, dans leur politique extérieure et dans leur position stratégique : ces trois points méritent d'être examinés.

1. Parmi les jeunes États africains, certains sont qualifiés de communistes, d'autres de capitalistes, comme s'ils n'avaient le choix qu'entre ces deux formules. La réalité est tout autre. Capitalisme et communisme sont les fruits de civilisations que l'Afrique n'a pas connues et qu'elle peut ne jamais connaître si elle reste fidèle à son génie propre. On sait peu de chose du passé de l'Afrique mais ce passé est aussi long que celui du reste du monde, et il n'a pas manqué de laisser une empreinte plus ou moins consciente dans l'africanité d'aujourd'hui. Au moment où elle émerge dans le monde, l'Afrique noire ignore la lutte des classes, car elle n'a pas de classes. Il tient à elle que ne se forment pas des classes sociales par l'implantation d'une classe bureaucratique dirigeante. Le sol est propriété commune. L'A-

fricain est respectueux de la famille et des traditions, épris d'indépendance et conscient de la personnalité de l'homme noir.

L'opinion la plus répandue est que la société africaine évoluera vers un socialisme spécifiquement africain, fait de démocratie et de solidarité.

Le Président Ahidjo, au pouvoir depuis 10 ans au Cameroun, s'exprimait ainsi cette année : « À mi-chemin du socialisme et du capitalisme, nous avons choisi une troisième voie. L'initiative privée conserve ici une large place, mais à l'intérieur des options définies par notre plan de développement. L'État intervient fréquemment, notamment pour encadrer étroitement le paysannat, et il ne faut pas sous-estimer les aspects socialistes de l'action gouvernementale ».

Une déclaration récente du Commandant Ngouabi, chef d'un État pourtant réputé communiste, ne rend pas un son de cloche très différent ¹.

2. Ce souci de ne prendre dans les modèles extérieurs de civilisation que ce qui lui convient et de refuser le reste, conduit l'Afrique à se rapprocher des pays non alignés. Au cours d'une tournée en Afrique orientale, en février de cette année, le président Tito a trouvé chez tous ses interlocuteurs une même volonté de se tenir à l'écart des blocs et enregistré leur accord de principe pour participer à une nouvelle conférence des chefs d'États des pays non alignés, celle qui a eu lieu à Lusaka.

Mais, pour les mêmes raisons, l'Afrique se montre très réservée à l'égard des mouvements organisés dans le Tiers-Monde par Moscou ou Pékin. En 1966, à la conférence tricontinentale de La Havane, à laquelle la Yougoslavie n'était d'ailleurs pas invitée, la représentation des États d'Afrique noire fut des plus réduites.

3. C'est enfin la même attitude qui caractérise la position stratégique de l'Afrique noire dans le monde.

Il fut un temps où le continent africain jouait un triple rôle stratégique : comme réservoir de combattants, comme réservoir de matières premières, comme clé de positions stratégiques.

Ce temps est révolu. L'indépendance africaine, le développement des armements à portée intercontinentale, l'autonomie des flottes sous-marines font que pour les grandes puissances militaires, l'importance stratégique de l'Afrique a considérablement diminué.

Que des conflits locaux puissent naître et se développer en Afrique, c'est malheureusement possible. La triste expérience du Nigeria l'a montré. Mais que ces conflits débordent du cadre africain, c'est peu vraisemblable. Il est de l'intérêt des États africains comme des grandes puissances que soit reconnue une sorte de stérilisation stratégique de l'Afrique noire.

L'Afrique noire a d'ailleurs, dans l'ensemble, une attitude pacifique. Si l'on additionne les dépenses militaires de la trentaine d'États dont nous nous occupons ici, on constate qu'elles sont parmi les plus faibles du monde. En 1968, leur total

¹ « Un Congo vraiment indépendant aura besoin tout ensemble d'un secteur d'État, d'un secteur mixte et d'un secteur privé. Nous souhaitons que des entreprises se créent ici sur la base des intérêts réciproques. Les investisseurs étrangers possèdent la technique. Le peuple a les richesses. L'entreprise ne doit pas se borner à voir uniquement son profit. Elle doit considérer celui du Congo et s'y adapter ».

était de 497 millions de dollars, que l'on peut comparer aux dépenses de la Yougoslavie (543), de la Suisse (416) ou de l'Iran (493). Il ne dépasse pas 0,28% du total des dépenses militaires mondiales. Enfin, vis-à-vis de l'armement nucléaire, l'Afrique noire a spontanément adopté une attitude de neutralité qui s'est notamment manifestée au moment où la France poursuivait au Sahara son programme d'expériences atomiques.

Conclusion

En conclusion, si l'on admet les idées que nous avons exprimées, il faut faire confiance à l'Afrique noire pour déterminer elle-même les conditions de son émergence dans le monde moderne, suivant un modèle sans doute original et inédit. Il n'est ni de l'intérêt de l'Afrique, ni de l'intérêt des puissances, de lui imposer tel ou tel modèle étranger. On a constaté que les étudiants africains envoyés à Moscou revenaient anticommunistes ; ceux qui sont formés à Paris reviennent le plus souvent anticapitalistes. À ce jeu, on ne voit pas ce que gagnent l'U.R.S.S., la France et l'Afrique. Ne vaut-il pas mieux que les étudiants africains se forment en Afrique, et le rôle des pays développés n'est-il pas d'aider les Africains à organiser chez eux un système complet d'enseignement ? L'exemple a depuis longtemps été donné par l'Église ; elle a su s'africaniser en Afrique : et la chrétienté africaine fait preuve d'une pureté et d'une authenticité qui ont valeur d'exemple.

L'Afrique noire a son génie propre. Associé aux apports des civilisations extérieures, ce génie doit sans doute être employé au développement de l'Afrique. Mais il servira peut-être aussi à créer un modèle dont le rayonnement dépassera le cadre africain. La pensée africaine est naturellement orientée vers l'échange, a dit le Président Senghor, et il ajoutait ce souhait, qui sera aussi le nôtre : « Que les hommes s'enrichissent de leurs mutuelles différences ».